

Un journaliste burundais détenu en RDC après une émission sur son pays

@rib News, 14/10/2015 â€“ Source AFP Les autorités congolaises détenaient mercredi un journaliste burundais ayant collaboré à une émission de radio sur son pays diffusée à partir de l'est de la République démocratique du Congo, a appris de sources concordantes. Mungide Mwemero, de la Radio publique africaine (RPA), fermée par les autorités de Bujumbura, a été arrêté mardi après-midi avec deux journalistes congolais de la radio Le Messenger du Peuple, a déclaré Mutere Kifara, directeur de cette radio communautaire sans préférence politique affichée à Uvira, au Sud-Kivu.

Le journaliste et le technicien du Messenger du Peuple ont été libérés mercredi, mais pas M. Mwemero, a ajouté M. Kifara, joint par téléphone. Selon M. Kifara, les trois journalistes arrivaient ensemble, dans le cadre d'un "partenariat" avec la RPA, un magazine d'informations générales sur le Burundi en kirundi (langue du Burundi parlée également au Sud-Kivu) diffusé chaque jour depuis le 5 octobre sur l'antenne du Messenger du Peuple. Bernadette Masoka, ministre provinciale de l'Information pour le Sud-Kivu, a confirmé leur arrestation, indiquant qu'elle avait eu lieu "pour des raisons sécuritaires". Parlant avant l'annonce de la libération des deux Congolais, elle avait déclaré : "C'est le journaliste burundais qui est le plus concerné car depuis un temps il se tient des propos qui menacent sérieusement la paix au Burundi à partir d'une radio qui émet d'Uvira". Frontalière du Burundi, Uvira est située à la pointe nord du lac Tanganyika. La RPA était la radio la plus écoutée du Burundi. Accusée par le pouvoir d'être d'opposition, elle avait été fermée fin avril et avait réouvert brièvement en mai pendant le putsch manqué contre le président Pierre Nkurunziza, avant que ses installations ne soient détruites par les forces loyalistes. Dans le collimateur des services de sécurité du Burundi, la quasi-totalité des journalistes de la station sont aujourd'hui en exil. Le Burundi a plongé dans une grave crise politique à la suite de violences depuis l'annonce fin avril de la candidature du président Pierre Nkurunziza à un troisième mandat qui, selon l'opposition, la société civile et jusqu'à une partie de son propre camp, viole la Constitution et l'Accord d'Arusha ayant mis fin à la guerre civile (1993-2006). Depuis la réélection de M. Nkurunziza en juillet, les violences se sont intensifiées.